GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

ABONNEMENT:
Trois Mois, 18 Francs.
Six Mois, 36 Francs.
L'année, 72 Francs.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

BUREAUX:
RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,
au coin du quai de l'Horloge, à Paris.
(Les lettres doivent être affranchies.)

JUSTICE CIVILE. — Cour royale de Rennes: M. le marquis et M^{me} la marquise de l'Angle; séparation de corps.
JUSTICE CRIMINELLE. — Cour de cassation (ch. criminelle.) — Bulletin: Banqueroute frauduleuse; question au jury; femme commerçante. — Pêche; associé du fermier; délit de permis. — Délit forestier; mineur de seize ans; réduction de peine. — Poids et mesures; marchands forains. — Alignement; autorisation; réparations. — Cour d'assises de la Seine: Coups volontaires; incapacité de travail de plus de vingt jours; assassinat. — Tribunal correctionnel de Paris (6^e ch.): Délit de poudre de guerre; poursuite contre les époux Dreyfus; complicité de la femme.
SINISTRE SUR LE CHEMIN DE FER DE ROUEN.
CARIQUE.

JUSTICE CIVILE

COUR ROYALE DE RENNES (3^e chambre).

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Legeard de la Disiays.

Audiences des 12 et 19 mars.

M. LE MARQUIS ET M^{me} LA MARQUISE DE L'ANGLE. — SÉPARATION DE CORPS. (Voir la Gazette des Tribunaux des 23 et 24 juillet 1845, 2, 3 et 4 mars 1846.)

L'affaire de l'Angle continue d'exciter à un haut point la curiosité publique: la foule encombre les couloirs du Palais-de-Justice, et la 3^e chambre tient encore son audience dans la grande salle des assises.

A l'appel de la cause, M^{rs} Gillard et Lory, avoués des parties, prennent de nouvelles conclusions longuement motivées. M. l'avocat-général Duval prend ensuite la parole, et s'exprime à peu près en ces termes:

Messieurs de la Cour,
Je ne sais quelle impression vous ont laissée les débats dans lesquels il faut que je dise aujourd'hui le dernier mot; quant à moi, c'est avec tristesse que j'ai vu se dérouler devant la justice les lamentables épisodes de ce procès. Deux époux qui, après avoir vaincu des difficultés graves et sérieuses, parvenus au comble de leurs vœux, se sont juré fidélité devant la loi et devant Dieu, viennent aujourd'hui se jeter l'accusation mutuelle d'avoir indignement manqué à leurs serments. Durant dix-huit années ils ont vécu ensemble; deux fils, espoir de la famille, sont venus cimenter leur union; et cependant, l'un de ces époux traîne l'autre à votre barre, et l'arène judiciaire, avec ses mille spectateurs, ses échos imprimés, lui semble encore trop discrète: il s'est trouvé quelqu'un qui s'est plu à étendre, à prolonger, à faire connaître autant que possible toutes les phases de ce triste procès. Des mémoires ont été publiés, jetés en pâture au lecteur avide; et enfin, alors que le deuil d'un bonheur à jamais perdu nous condamne au silence, vous avez vu l'un de ces époux affronter en face les amères récriminations auxquelles il était exposé, signer de sa présence, comme de sa plume, les graves et terribles accusations qu'il portait contre sa femme!

Certes, c'est là un déplorable procès, un procès sur lequel on doit gémir. Pour ma part, je l'avoue, j'avais espéré que le jugement du Tribunal de Dinan serait accepté par les deux parties. M. de l'Angle en a pensé autrement: il a pensé que son honneur avait été souillé par des bruits calomnieux, et il a cru que cette souillure ne pouvait être lavée que par la honte de son épouse. Je n'ai pas à le blâmer d'en avoir appelé devant vous de la sentence des premiers juges, il était dans son droit; mais peut-être un jour il reconnaîtra que son honneur n'avait rien à gagner ici, et que, contrairement à ce qu'il s'imaginait, le monde n'est pas un monde où un avocat éloquent contre nos moeurs, il n'est au monde qu'un avocat éloquent et respect de soi-même, une conduite calme et digne.

Notre tâche, Messieurs, est d'examiner les faits, et de les examiner avec sagesse et modération. En art-on fait devant vous une juste appréciation? Doit-on mettre à néant ce jugement qu'on a traité avec tant d'ironie? Voilà les questions que nous devons nous poser et résoudre. Déjà on est entré dans l'examen approfondi des faits de la cause; mais la passion est venue peut-être quelquefois prendre la place du raisonnement. Je n'en fais point un crime pour l'avocat, champion valeureux du bon droit qu'il croit toujours défendre; mais nous, magistrats, nous sommes dans une position différente; nous devons rester calmes et froids, écarter avec fermeté loin de nous toute impression violente, tout ébranlement du cœur qui pourrait égarer notre intelligence. Ce sera donc pour moi un devoir sacré de n'avancer dans cette discussion qu'à l'aide de faits certains, incontestables, que les preuves à la main.

De nombreux griefs sont invoqués par M. le marquis de l'Angle contre son épouse; mais un seul, dont les autres ne sont que les satellites, domine le débat: c'est l'adultère. Voici ce que vous a dit M. de l'Angle à cet égard: En janvier 1834, à Paris, il fit la connaissance d'un jeune homme nommé Perrin, dont la famille habitait une petite ville de la Normandie. Ce fut lui qui l'introduisit dans son intérieur, ce fut lui qui le fit asséoir à son foyer domestique. Peu de temps s'était écoulé, dit M. de l'Angle, que déjà de sourdes rumeurs circulaient dans le monde; lui seul ignorait ce qui se passait, lorsqu'un soir de graves soupçons s'élevèrent dans son esprit. Il observa alors sa femme et M. Perrin, et crut remarquer dans leur conduite ces manèges imprudents qui dévoilent toujours les amans heureux. La jalousie entra profondément dans son cœur, et à peine M. Perrin était-il sorti, qu'il jetait à sa femme le plus violent des insultes, qu'il l'accusait d'avoir violé le plus sacré des devoirs. Alors M^{me} de l'Angle, éperdue, en larmes, se jeta à ses pieds, et, sans rien avouer ni dénier aussi, elle implora merci, miséricorde, proposa toute espèce de sacrifices, promit d'éloigner M. Perrin. M. de l'Angle y consentit, et il fut convenu qu'elle écrirait à M. Perrin une lettre par laquelle elle romprait avec lui, et l'engagerait à partir, lettre qui devait être remise ensuite à M. de l'Angle. Ainsi fut-il fait: le mari outragé eut le courage de différer sa vengeance, de cacher son ressentiment, et ce ne fut que vers le mois de mai 1834, quand il crut l'éclat public, comme si le monde, quand il s'agit de médisance et de calomnie, n'avait pas la plus implacable des mémoires, qu'il se rendit en Allemagne à la recherche de M. Perrin, prêt à exiger de lui une éclatante réparation. Suivant M. de l'Angle, ce jeune homme ne nia pas les relations qui avaient existé entre lui et M^{me} de l'Angle, mais il en rejeta tous les torts sur cette dernière, et refusa de se battre. M. de l'Angle alors, abîmé dans sa douleur, revint à Paris avec l'intention formelle de rompre avec sa femme et de la chasser du domicile conjugal. Il se laissa pourtant séduire; il pardonna; mais aujourd'hui que de nouveaux griefs sont venus faire revivre cette première faute, il s'adresse aux Tribunaux pour obtenir justice. Pour compléter ce récit, je dois ajouter qu'au mois de mai, à son retour d'Allemagne, sa femme, suivant lui, lui aurait fait un aveu complet.

Tels sont les faits que maintient M. de l'Angle. Mais où en sont la démonstration et les preuves? Dans deux lettres. La

première, qui est celle écrite à M. Perrin, la seconde écrite encore par M^{me} de l'Angle à son mari pour le supplier de ne pas la chasser du domicile conjugal. Ces lettres ne contiennent pas la confession catégorique de l'adultère; ce mot n'y est pas écrit; mais M. de l'Angle vous dit que le sens ne peut en être douteux, qu'il transpire partout, que chaque mot, chaque pensée est l'aveu de la faute, du crime. Pour arriver à établir sa demande, c'est donc une interprétation qu'il fera. La preuve ne peut être explicite, il le reconnaît lui-même. Or, puisqu'il s'agit d'interprétation, et d'une interprétation délicate et grave, à laquelle est attaché l'honneur d'une famille, l'honneur et la vie d'une femme, nous devons nous efforcer de connaître les parties, nous ne pouvons négliger leur caractère. Dans les causes de cette nature, c'est là le flambeau du juge; car il est vrai de dire que nos affections, comme nos pensées, reçoivent l'impression de nos caractères, moule dans lequel elles se fondent. Qu'est-ce donc que M. de l'Angle? Qu'est-ce donc que M^{me} de l'Angle?

Il ne s'agit pas ici de faire des portraits de fantaisie; nous devons juger les parties par leurs actions, à l'aide des documents du procès, des écrits, des lettres qui se trouvent au dossier. Ou je me trompe étrangement, ou l'on doit reconnaître chez M. de l'Angle une grande fermeté de volonté, non pas de cette fermeté d'esprit qui sera calme parce qu'elle est judiciaire, et judicieuse parce qu'elle est calme, mais de cette fermeté qui ne plie, qui ne fléchit jamais, même quand elle a tort. Je n'en voudrais pour preuve que son mariage, consommé malgré son père, malgré sa famille. Je n'en voudrais pour preuve encore que cette lettre impérative qu'il écrivait à sa femme en 1844 pour la forcer de revenir à Beaumanoir.

Suivant moi, c'est un homme chez lequel le premier mouvement aura toujours pour but l'ordre et la contrainte; il veut une obéissance passive, il veut avoir tout être maître. Lui-même a comparé à votre barre, Messieurs; loin de moi sans doute la pensée de le traduire ici en accusé, de scruter ses sentimens, ses sensations les plus secrètes; mais je ne crois pas outrepasser le droit des magistrats en faisant de ce banc une étude permise, et en vous faisant part du résultat de cette étude. Or, je dois le dire, son attitude à ces débats, attitude nécessairement remarquable par vous comme par moi, a confirmé l'opinion que j'avais conçue de lui. Je me rappelle son extérieur; je me rappelle ses gestes; je me rappelle surtout ce regard ferme et ardent qui s'allumait quand il croyait prévoir une résistance ou une défaite.

Qu'est-ce au contraire que M^{me} de l'Angle? Est-ce une de ces vertus modestes, une de ces saintes femmes devant lesquelles tout le monde doit se mettre à genoux? Non, Messieurs; les avocats ont pour canoniser leurs clients des facilités qui ne sont pas à notre usage; nous ne devons juger M^{me} de l'Angle que sur les documens de la cause, sur son style, car Buffon l'a dit avec raison: « Le style, c'est l'homme. » Cette pensée est encore bien plus vraie quand il s'agit des femmes, de leur style épistolaire; vous savez, en effet, qu'elles surtout ont le droit de se faire connaître dans leur correspondance, d'y peindre leur esprit, leur caractère.

M. de l'Angle, sous-préfet de Quimperlé, voulait être député, ambition assez fréquente aujourd'hui. Beaucoup de gens, je ne dis pas cela pour M. de l'Angle, font tous leurs efforts pour arriver à cette position, parce qu'ils la considèrent comme un marche-pied. A cette époque, M^{me} de l'Angle écrivait à son mari plusieurs lettres à la forme étrange, lettres écrites dans un moment de crise, et dans lesquelles on rencontre une grande exaltation de pensées. Ces lettres, comme on l'a dit, sont, dans la forme matérielle une sorte de damier; dans la forme intellectuelle, un véritable champ de bataille, où les idées se heurtent et sont en conflit perpétuel. Plus tard, M. de l'Angle, élu député, habite Paris; mais sa fortune, médiocre et insuffisante, ne lui permet pas d'y vivre avec toute sa famille; M^{me} de l'Angle se retire à Beaumanoir; jeune encore, elle fait les plaisirs, et vit seule et isolée, avec la plus stricte économie.

M. l'avocat-général donne ici lecture de deux lettres; l'une écrite par M^{me} de l'Angle à M. de l'Angle le 1^{er} mai; l'autre écrite à son mari, à Quimperlé, dans le but de l'empêcher d'y donner un bal déguisé qu'il lui annonçait.

Je crois en avoir assez lu, Messieurs, pour démontrer qu'il résulte du style de M^{me} de l'Angle, que c'est une femme qui grand prend vivement les choses; qu'elle a un caractère qui, dans les circonstances critiques, arrive facilement à l'exaltation, et, par suite, à l'exagération de la pensée, de la parole. Nous connaissons donc à peu près maintenant le caractère des deux acteurs de ce drame domestique, et nous pouvons prévoir les impressions que l'un et l'autre puisera dans la scène Perrin.

M. l'avocat-général donne lecture de la lettre adressée à M. Perrin. (Voir la Gazette des Tribunaux du 2 mars 1846.) En lisant cette lettre dans son entier, Messieurs, on éprouve une impression générale; sur cette impression, je me suis interrogé; assurément, là, j'ai trouvé le cri d'une âme profondément remuée, l'aveu d'une faute; mais qu'est-ce que c'est que cette faute? Est-elle celle que M. de l'Angle articule devant vous? M^{me} de l'Angle a-t-elle foulé aux pieds cette pudeur de la femme, le plus noble attribut de son sexe? M^{me} de l'Angle est-elle adultère? Je dois le dire, je n'ai point trouvé dans mon âme cette conviction; connaissant l'exaltation de son cœur, de ses pensées, j'y ai trouvé l'aveu d'une faute commise, mais non pas l'aveu de l'adultère. M^{me} de l'Angle a été légère, coquette; elle a accueilli, favorisé d'indiscrètes hommages; peut-être, dans son cœur ému, un sentiment trop tendre s'était-il glissé; il y aura eu lutte entre l'amour et le devoir. Je crois qu'elle a fait les premiers pas dans une voie dangereuse, qu'elle est arrivée jusqu'au bord de l'abîme; mais je n'oserais pas dire qu'elle y soit tombée. Lorsqu'une main puissante est venue la retenir, celle de son mari, le retour en elle-même aura été d'autant plus complet qu'elle avait été sur le point de faillir. Voilà, je crois, la vérité; voilà ce que M^{me} de l'Angle ne veut pas dire, ce que ses défenseurs ne pouvaient plaider. Nous verrons plus tard si cette impression générale s'accorde avec celle qui résulte de l'analyse de cette lettre.

Nous devons d'abord examiner les circonstances dans lesquelles la lettre a été écrite: en écrivant, M^{me} de l'Angle écrivait pour son mari, d'accord avec lui; le mari est furieux, exaspéré; la femme effrayée, tremblante, en proie à cette exaltation fiévreuse qui va si bien à sa nature; exaltation qui conduit toujours facilement à l'exagération des pensées, des expressions. Pour rester dans le vrai, il faudra donc, je crois, retrancher quelque chose de ces expressions. Je ne crois pas que ce que prétend M. de l'Angle à cet égard soit la vérité; rien n'obligeait M^{me} de l'Angle à consigner dans la lettre destinée à son amant un aveu indirect de sa culpabilité, de sa faute, une allusion si transparente. Cette lettre a été écrite librement, avec réflexion, suivant M. de l'Angle; mais alors, si M^{me} de l'Angle a tout son sang-froid; si aucune surveillance n'est exercée sur elle; si aucun œil investigateur n'est fixé sur le papier où court sa plume, elle n'a pas besoin de rien mettre pour son amant dans cette lettre que doit voir son mari. Rappelez-vous qu'elle n'avait pas fait d'aveu; ne pouvait-elle donc pas écrire une autre lettre consolatrice à son amant? Puisque cette lettre a été remise secrètement au bois de Boulogne, ne pouvait-elle en remettre en même temps une seconde à M. Perrin? Est-ce que les femmes, même pour les maris les plus brutaux, n'ont pas toujours pour ces lettres des asiles inviolables? Il

(1) Voir ces lettres dans la Gazette des Tribunaux des 23 et 24 juillet 1845.

n'y avait donc pas de nécessité pour M^{me} de l'Angle de consigner dans cet écrit un aveu indirect et transparent de sa dégradation morale. Nous pensons donc que M. de l'Angle n'est pas dans le vrai quand il prétend trouver là la preuve irrécusable de l'adultère; et s'il est possible de trouver une autre explication à cette lettre, on doit l'accepter.

M. l'avocat-général entre ici dans l'examen des termes de cette lettre. M. de l'Angle prétend, dit le ministère public, que de semblables expressions ne peuvent se rencontrer que dans le vocabulaire des coupables. Sans doute; mais il ne faut pas vouloir nécessairement trouver ici une culpabilité complète ou une entière innocence. Certes, M^{me} de l'Angle a commis une faute; elle a encouragé, favorisé les hommages d'un jeune homme de vingt ans; mais quand elle sait que son mari est prévenu; quand elle voit que le sang va couler, ne peut-elle pas dire: ma position m'épouvante? Lorsqu'elle dit plus loin qu'elle a vu son mari jouer le rôle le plus infâme qu'elle sache, qu'elle ne veut la mort de personne, etc... elle méconnaît constamment la valeur des mots. Est-ce qu'un mari dont on cherche à séduire l'épouse est un infâme? Non; il sera malheureux; son cœur sera déchiré; sa position pourra prêter à rire à ces esprits légers qui attachent l'honneur d'un homme à la conduite d'une femme égarée et coquette; mais jamais l'infamie ne retombera sur lui.

Ce qui me frappe ici, Messieurs, c'est le langage de cette femme qui, en éloignant d'elle celui auquel peut-être elle a laissé voir le trouble de son cœur, lui demande son estime. Ce langage a fait sur moi une vive impression: quoi qu'on ait pu dire à cet égard, je crois que la femme criminelle ne prétend jamais à l'estime de son complice. Mais, dit-on, pourquoi ces paroles si elle est innocente? Elle ne doit pas demander à M. Perrin son estime, à laquelle elle a droit. Sans doute; aussi voyons-nous dans ce langage la preuve d'une culpabilité, mais non pas de cette culpabilité que veut y voir M. de l'Angle. M^{me} de l'Angle, au lieu d'agir en femme sage et dévouée à ses devoirs; au lieu d'aucunir le sentiment d'amour qui avait pu à son insu peut-être se glisser dans le cœur de M. Perrin, a activé ce sentiment; elle a joué le rôle de la coquette qui ne veut pas céder, qui ne cède pas, et elle en est arrivée à briser le cœur de ce jeune homme.

Lorsque, par sa faute, il s'est trouvé en présence d'une épée, croyez-vous qu'elle n'ait pas dû éprouver des remords? Croyez-vous qu'après elle n'ait pas senti le besoin de demander à M. Perrin son estime? M^{me} de l'Angle n'avait pas trahi ses devoirs, mais elle avait en vis à vis de ce jeune homme, les torts les plus graves; si elle lui demande son estime, c'est parce qu'elle sent parfaitement que si quel'un au monde peut la lui refuser, c'est l'homme qu'elle chasse après avoir encouragé sa passion. Dans la supposition où je me place, Messieurs, d'un sentiment réel, mais combattu, l'obscurité de la pensée s'explique; autrement, cette lettre est inexplicable.

M. l'avocat-général fait ici remarquer un fait qui lui semble immense pour la justification légale de M^{me} de l'Angle: c'est qu'il résulte de cette lettre, que déjà le départ prochain de M. Perrin était connu; que ce départ a été spontané, volontaire, et que ce n'est pas la lettre de M^{me} de l'Angle qui a porté M. Perrin à quitter Paris. Or, dites-moi, vous tous qui avez éprouvé l'amour à vingt ans, dites-moi si c'est l'amant heureux qui quitte sa maîtresse au moment où le bonheur vient de s'ouvrir pour lui? Non, loin de là: il s'enivre du nouveau sentiment qui vient d'éclorer en lui; il oublie le reste du monde dans les bras de la femme qu'il aime... Aussi, lorsque je vois M. Perrin, présenté au mois de février 1834 à M^{me} de l'Angle, partir spontanément et volontairement au mois de mai, je dis qu'il faut que M^{me} de l'Angle lui ait été tout espoir de triompher de sa vertu.

Après avoir donné lecture de la seconde lettre écrite par M^{me} de l'Angle à son mari pour le supplier de ne pas la chasser du domicile conjugal, et en avoir examiné les détails, M. l'avocat-général dit qu'il y trouve bien du désespoir, des larmes, des supplications; mais la cause de l'expulsion dont est menacée M^{me} de l'Angle, quelle est-elle? Voilà ce que la lettre n'explique pas.

Cette cause est-elle l'adultère, ou la légèreté seule de la conduite de la femme, suivie de jalousie de la part du mari? Avec un caractère de la trempe de celui de M. de l'Angle, le fait seul de jalousie n'explique-t-il pas les larmes de M^{me} de l'Angle? Et d'ailleurs une femme, même innocente, ne peut sortir le front haut du domicile conjugal; l'opinion publique l'accusera toujours, et elle fera de nombreux efforts pour éviter l'expulsion injuste dont elle sera menacée.

M. l'avocat-général ajoute que la version de M^{me} de l'Angle trouve des appuis dans cette lettre, lorsqu'elle dit qu'à l'avenir elle se taira, qu'elle fuira son mari, qu'elle ne lui parlera plus. Elle parlait, elle écrivait donc auparavant? Si elle était coupable suivant l'expression la plus étendue, aurait-elle parlé, aurait-elle écrit à son mari? Non, la femme adultère vit dans le silence; elle ne parle pas, elle n'écrit pas; convaincue d'une faute aussi grave, elle courbe la tête... Si donc M^{me} de l'Angle écrivait à son mari, c'était pour sa justification. Pourquoi ne nous montre-t-on pas ses autres lettres?

Jusqu'ici, Messieurs, nous avons raisonné sur le texte des lettres pour établir qu'il n'y a pas eu d'adultère. Mais M. de l'Angle lui-même, et c'est un juge qui n'est pas suspect, un juge impartial, n'a jamais cru à la vérité de cette grave et déplorable accusation. Le sens que nous donnons à ces lettres nous semble d'accord avec lui-même. Si la première lettre, en effet, avait contenu l'aveu de l'adultère, jamais il n'eût permis qu'elle allât entre les mains de M. Perrin, qu'on vous représente comme un lâche séducteur, et qui aurait pu en faire un déplorable usage. On nous objecte que M. de l'Angle n'avait pas vu la lettre avant sa remise à M. Perrin. Nous croyons que cela n'est pas vrai. M. de l'Angle l'avait vue, et je n'en veux pour preuve que ces paroles dont vous souvenez, et que, dans la réplique, son avocat lui prêtait: « Je verrai la lettre, et elle me reviendra. » Cela a été dit pour lui, en sa présence, avec son approbation. Comment admettre, d'ailleurs, que, dans les circonstances où il se trouvait, jaloux et furieux, il ait pu permettre à sa femme de correspondre librement avec celui qu'il croyait son amant?

M. de l'Angle ira-t-il trouver immédiatement M. Perrin, lui demander réparation, venger son honneur qu'il croit outragé? non. Je ne veux pas voir là un argument contre lui; je conçois qu'il ait mis son courage à différer sa vengeance; mais plus tard, en Allemagne, il n'a aucun motif pour reculer. Cependant il abaisse la pointe de son épée devant le refus lâche et injurieux, s'il faut l'en croire, de M. Perrin. Je dis que s'il était convaincu que son honneur avait subi outrage sanglant dont il vous demande aujourd'hui réparation, sa conduite serait incompréhensible. Il s'est arrêté, dit-il, devant le menage de M. Perrin de livrer à la publicité les détails de l'intrigue qu'il avait eue avec M^{me} de l'Angle... Eh bien, je connais assez M. de l'Angle pour être certain que si cette menace honteuse lui avait été faite, il eût employé des moyens extrêmes. Loin de moi la pensée de faire ici l'apologie de ce qui est défendu par les lois; mais M. de l'Angle a le goût du combat singulier; la tribune législative en conserve encore le souvenir; et lorsque je le vois ici remettre tranquillement son épée dans le fourreau, je ne puis croire qu'il ait jamais eu la conviction de l'adultère qu'il reproche à M^{me} de l'Angle. Nous voyons ensuite, pendant dix ans, la vie conjugale continue sous des auspices favorables; M. de l'Angle témoigne même, à sa femme une tendresse qui, à nos yeux, est bien plus qu'une réconciliation. En effet, lorsqu'une

femme s'est rendue coupable d'adultère, et que le mari a connu la faute, la tranquillité peut encore exister dans le ménage, mais la tendresse, l'estime en sont bannies: le mari peut pardonner, mais il n'oublie pas; la blessure est toujours saignante, elle ne se ferme jamais complètement.

Comment donc admettre que M. de l'Angle, qui dans sa correspondance appelle sa femme un noble cœur, et lui prodigue les termes d'estime et de tendresse, ait au fond de l'âme cette conviction qu'en 1834 elle a violé le plus sacré de ses devoirs, foulé aux pieds la morale et la vertu?

On a bien senti, Messieurs, que les preuves que l'on apportait pour établir l'adultère, grief principal, étaient loin d'être satisfaisantes; aussi le grand reproche que l'on adresse au jugement du Tribunal de Dinan, c'est qu'il refuse l'enquête. Il est facile de répondre à ce reproche: pour qu'une enquête puisse être ordonnée, il faut que les articulations soient graves, pertinentes, admissibles; il faut qu'on y rencontre une précision telle, que toute facilité soit donnée à l'adversaire pour y répondre, pour édifier la contre-enquête. Or, ce caractère de précision ne se trouve pas dans les termes de l'articulation soumise aux premiers juges: la contre-enquête était impossible, et c'est avec raison que le Tribunal a refusé d'ordonner l'enquête demandée. Erez-vous autant, Messieurs? ou devrez-vous avoir égard aux nouvelles conclusions prises devant vous? Nous trouvons encore dans ces circonstances le même vice: elles contiennent beaucoup de faits vagues et généraux, dans lesquels on ne peut trouver la preuve de l'adultère. Un seul fait, cependant, présente une certaine précision: on prétend qu'après la découverte faite par le mari, des relations que sa femme entretenait avec M. Perrin il confia à ses amis sa profonde douleur et leur fit part de sa position. La précision de cette articulation n'est pas complète, car elle ne détermine ni les dates, ni les noms des personnes auxquelles M. de l'Angle aurait confié ses chagrins; mais cependant on pourrait, je le comprends, dire ce fait précis et admissible.

Mais pour qu'on admette une enquête, il faut encore que la preuve demandée ne soit pas défendue par la loi. Or, en matière de séparation de corps, la réconciliation couvre le passé; c'est un bouclier derrière lequel disparaissent toutes les fautes, et il est de principe qu'on ne peut demander à faire la preuve des faits qui auront précédé cette réconciliation. Vous voyez, Messieurs, que nous nous trouvons ici sur un nouveau terrain, et qu'il n'importe plus de se préoccuper des différends griefs articulés par M. de l'Angle contre sa femme. En supposant que les rapports allégués par lui aient existé entre elle et M. Perrin, en supposant l'existence des autres faits établis, tout cela n'a-t-il pas été couvert par la réconciliation? C'est un point capital du procès que nous devons examiner.

Au premier acte de cette déplorable affaire, nous trouvons la requête introductive d'instance présentée par M. de l'Angle au président du Tribunal de Dinan. Dans cette requête, M. de l'Angle avoue la réconciliation; il se laisse fléchir, dit-il, et finit par pardonner. En réplique, alors que l'affaire avait changé de face, on avouait aussi ce pardon, mais on se bornait à dire que des griefs nouveaux avaient fait survivre les anciens. M. de l'Angle ne sait donc pas au juste s'il a été généreux, s'il doit être enquis; mais il oublie sa correspondance. Nous trouvons au dossier treize lettres écrites par lui à sa femme postérieurement à 1834, et toutes ces lettres respirent la confiance, l'intimité, l'affection. Il n'a rien de secret pour sa femme; ni sa position parlementaire, ni le motif de ses votes, ni ses discussions de famille: M^{me} de l'Angle est mise au courant de tout ce qui entre dans l'âme de son mari, il lui prodigue les termes de la plus vive, de la plus sincère affection. (M. l'avocat-général donne lecture de plusieurs de ces lettres.)

En présence de ces écrits est-il possible, ajoute-t-il, de douter un instant que la réconciliation la plus complète ne soit venue réunir les deux époux? Rappelez-vous d'ailleurs les circonstances qui ont suivi la scène Perrin: pendant dix années la vie commune a été acceptée par M. et M^{me} de l'Angle. Je ne veux pas dire que cette vie ait été sans nuages, nuages qui ternissent toujours le ciel le plus pur, mais le 19 août 1844, à Rennes, M. de l'Angle recevait encore sa femme dans sa couche. Il avait donc pardonné; il y avait eu une faute, cette faute avait été oubliée: l'amnistie avait été complète.

C'est là une vérité aujourd'hui manifestement acquise au procès. Mais on nous oppose l'article 273 du Code civil, on prétend que dans la fuite de M^{me} de l'Angle du domicile conjugal, dans l'accusation adressée par elle à son mari d'avoir tenté de séduire sa belle-sœur, on doit voir des injures graves, de nouveaux griefs qui effacent la réconciliation; ces nouveaux griefs couvrent le passé, rendent à l'époux outragé les droits qu'il avait abdiqués. Ce principe est vrai, mais il n'en est un autre que nous enseignent la morale et la justice, et qui n'est en aucun état séparé: c'est que l'époux pardonné doit être respecté par celui qui pardonne; c'est que les mêmes égards lui sont dus que s'il n'avait jamais failli. L'époux outragé lui a rendu la dignité qu'il avait perdue; c'est donc un devoir pour lui de veiller à ce que sa femme soit respectée de tous, et il doit la respecter lui-même le premier; autrement, il se conserverait le droit de pardonner, et de punir ensuite. Or, c'est là un droit qui n'existe pour personne, ni pour le souverain, ni pour Dieu même. Ces principes posés, que reproche-t-on à M^{me} de l'Angle? Un jour, elle part de Beaumanoir avec son mari, sans éclat, sans rupture; une fois seule à Paris, elle refuse de revenir: elle résiste aux ordres de son mari. Assurément c'est là une injure grave; mais si, au contraire, cette conduite est excusable par les circonstances, oh! alors, le caractère d'injure disparaît, et le voile de la réconciliation continuera de couvrir le passé. Qu'est-ce donc qui s'était passé? Par la faute de qui la discordance était-elle rentrée dans le ménage? Je l'ai dit en commençant: la justice ne doit pas se contenter d'allégations; elle doit faire l'opinion, ne doit pas la suivre. Il faut donc laisser de côté tout ce qui a rapport aux femmes de chambre, aux relations qui pouvaient exister entre M. de l'Angle et M^{me} Daniel; tout cela ne peut servir à établir la légitimité de la retraite de M^{me} de l'Angle. Mais à côté des allégations sont des faits: M^{me} de l'Angle avait dit qu'en 1844 une étrangère avait été installée au domicile conjugal, et avait pris sa place; que son mari avait fait de nombreux voyages pour la visiter, et lui avait envoyé des cadeaux de toute nature, tapis, tableaux, cachemires, chapeaux, selle de cheval, etc... Dans cette attention, cette sollicitude de son mari pour M^{me} Daniel, dans sa déposition de l'administration de sa maison, M^{me} de l'Angle avait vu une injure tellement grave, que la vie commune, à ces conditions, lui était devenue impossible.

M. l'avocat-général établit en peu de mots que la plupart de ces faits n'ont pas été contestés par M. de l'Angle, à l'exception des voyages de Beaumanoir et de la déposition de l'administration de sa maison. Il fait remarquer que ce dernier fait avait été avoué à Dinan, et qu'il est consigné dans le jugement, autorisé contre laquelle toute rétractation tardive est impuissante.

M. de l'Angle a produit à la dernière audience, ajoute M. l'avocat-général, les livres qu'il aurait tenus M^{me} Daniel, et il a voulu établir avec ces livres que cette dame ne s'occupait de l'administration intérieure que pendant l'absence de M^{me} de l'Angle, qu'elle ne s'en était occupée du 27 juillet jusqu'au 19 août, laps de temps pendant lequel M^{me} de l'Angle a habité Beaumanoir. J'aime peu, pour ma part, ces productions in extremis qui peuvent donner à la lutte judiciaire un caractère déloyal; mais M. de l'Angle a triomphé trop tôt, il a été bien mal inspiré en produisant ce registre, car il est la réfutation

victorieuse de ses prétentions.

Il résultait de ce registre, suivant M. l'avocat-général, que le 17, le 12, le 13 août, c'était M^{me} Daniel qui administrait : à l'une des pages de ce livre, on lit : « Repris le 12 août, » le jour même où M^{me} de l'Angle déclare avoir été forcée par son mari de le remettre à M^{me} Daniel. En présence de cette concordance de date, dit le ministère public, je suis convaincu que M^{me} de l'Angle a dit la vérité, que le 12 août elle a réellement été forcée de remettre les registres à M^{me} Daniel. Ce fait à une haute portée dans le débat : la position de la femme ainsi dépossédée est une véritable humiliation. Epouse légitime, au sein de son domicile conjugal, se voir soumise au contrôle d'une étrangère qui commande et veut être obéie, c'est là une position douloureuse qui révolte. Cette conduite de M^{me} de l'Angle envers sa femme peut bien certainement excuser le refus de cette dernière de revenir à Beaumanoir.

Suivant M. l'avocat-général, il résulterait encore de ce registre que, contrairement aux prétentions de M. de l'Angle, il aurait fait sept voyages à Beaumanoir du mois de janvier au mois de juillet ; qu'il serait allé à Rennes et Saint-Brieuc avec M^{me} Daniel, qui soldait toutes les dépenses et les inscrivait sur le registre produit.

En présence de ces révélations, ajoute M. l'avocat-général, la conséquence naturelle, c'est que M^{me} de l'Angle n'avait pas tort lorsqu'elle regardait M^{me} Daniel comme usurpant sa place à Beaumanoir. Si donc je vous ai démontré, Messieurs, qu'elle avait un motif légitime de s'éloigner, je n'ai plus à me préoccuper des ménagements gardés par elle envers M^{me} Daniel et son mari pendant qu'elle vivait au milieu d'eux. Ces ménagements, précautions qui pourraient expliquer la terreur que lui inspirait M. de l'Angle, n'avaient d'importance que du moment que l'on constatait la légitimité de son départ. Mais, dit-on, elle a persisté dans son éloignement ; les prières, les concessions, les ordres, les menaces mêmes, n'ont pu la déterminer à rentrer au domicile conjugal : elle n'a même pas été ébranlée par les conseils de ses fils. Quant à l'intervention de ses fils, plus à Dieu qu'elle n'eût jamais eu lieu ! Oui, son fils aîné est intervenu ; il lui a écrit une lettre que je ne lis pas, par pitié pour son auteur ; pauvre enfant qui, dans une lettre de trois pages, n'a pas trouvé ce mot : « Ma mère, » que nous aimons tant à prononcer ; pauvre enfant, qui a cru pouvoir se constituer juge dans un semblable débat ! Mais, ce que je puis lire, c'est la réponse de sa mère.

M. l'avocat-général donne lecture de cette lettre, qui cause sur l'auditoire une vive émotion. Il ajoute ensuite : Le plus jeune aussi a écrit à sa mère ; il avait mieux compris sa mission : mais pouvait-il réussir ? L'étrangère était encore à Beaumanoir, et huit jours avant le mari avait dit à sa femme qu'elle n'en sortirait pas. Elle est sortie plus tard, je le sais, j'aurais voulu que M^{me} de l'Angle eût trouvé en elle assez de force et d'abnégation, de confiance et de courage, pour revenir... elle ne l'a pas fait ; je le comprends, elle voulait attendre peut-être, et c'est avec un exploit d'huissier qu'on lui répondit.

M. l'avocat-général, après avoir examiné un dernier grief relatif à l'imputation faite par M^{me} de l'Angle, à son mari, d'avoir tenté de séduire sa belle-sœur, et après avoir établi qu'admettant que ce fait articulé eût la précision voulue par la loi, la preuve en était inutile, parce que le propos n'aurait été tenu que dans l'intimité, en présence d'un ami commun, se résume en ces termes :

Nous pensons donc, Messieurs, que l'adultère imputé à sa femme par M. de l'Angle n'est nullement prouvé par ces lettres ; que l'enquête est non-recevable pour défaut de précision, et que la réconciliation vient encore rendre inadmissible l'enquête demandée. Si M. de l'Angle succombe, nous pensons que M^{me} de l'Angle doit réussir dans sa demande reconventionnelle, car, si l'accusation dont elle a été frappée est injuste et calomnieuse, l'injure est bien grave. Accuser une femme d'adultère, c'est dire qu'elle est capable de tous les crimes : *adultera, ergo venefica*. M. de l'Angle a traîné sa malheureuse femme dans la fange ; ces accusations, il les a imprimées, publiées ; il ne reste plus à M^{me} de l'Angle que la protection de la justice, et je crois que vous ne la lui refuserez pas. Qu'on ne vienne pas dire qu'il doit avoir ici réciprocité, et que les allégations de M^{me} de l'Angle sont aussi injurieuses pour M. de l'Angle que celles de M. de l'Angle pour elle. Jamais la jurisprudence n'a dit que l'articulation injurieuse fût, en elle-même, une injure. L'articulation, c'est la défense ; l'injure, c'est l'articulation rejetée. Or, M^{me} de l'Angle n'a pas succombé dans ses articulations ; le Tribunal ne l'a dispensée de la preuve par elle offerte que parce qu'il la jugeait inutile ; et, en tous cas, il y aurait toujours un abîme entre les différents griefs des parties. Si les faits imputés à M. de l'Angle étaient justifiés, il n'en résulterait pour lui qu'une critique, un blâme ; il pourrait marcher encore le front haut. Quant à sa femme, au contraire, elle n'aurait plus qu'à s'envelopper dans la solitude, elle n'aurait plus qu'à se voiler la tête. Les imputations sont donc essentiellement différentes par leur nature, différentes aussi par le mode dont elles se sont produites. M. de l'Angle a cru devoir publier un mémoire qu'il déclare même être fait, non pas pour le juge, mais pour le public. M^{me} de l'Angle a pleuré sur la blessure pénétrante qui venait l'atteindre, mais elle a gardé ses larmes pour elle-même, et ne les a versées qu'en silence, qu'en secret, faisant tous ses efforts pour cacher aux yeux de la foule de si douloureux débats.

Si la Cour confirme le jugement des premiers juges, je crois qu'elle fera bien de ne rien changer relativement aux enfants ; laissez ensemble les cœurs qui sympathisent. Peut être un jour, attirés l'un vers l'autre, ces deux frères seront-ils un motif de rapprochement entre les deux époux. C'est là une lueur d'espoir que votre arrêt ne l'éteigne pas.

A l'audience du 19 mars, la Cour, par un arrêt longuement motivé, a confirmé dans toutes ses parties la sentence des premiers juges.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (chambre criminelle.)

Présidence de M. Laplagne-Barris.

Bulletin du 21 mars.

BANQUEROUTE FRAUDEUSE. — QUESTION AU JURY. — FEMME COMMERCANTE.

Le sieur Mercier et sa femme se sont pourvus en cassation contre un arrêt de la Cour d'assises du Rhône, qui les a condamnés aux peines de la banqueroute frauduleuse.

M^{me} Carette, leur avocat, a présenté à l'appui du pourvoi, d'abord un moyen tiré de ce que la question posée au jury, relativement au sieur Mercier, était complexe en ce que, entre le fait du détournement frauduleux de l'actif, elle interrogeait le jury sur le point de savoir si l'accusé était négociant failli.

Le second moyen, spécial à la femme Mercier, était tiré de ce qu'aux termes des articles 220 du Code civil et 5 du Code de commerce, la femme n'est pas réputée marchande publique lorsqu'elle ne fait que détailler les marchandises du commerce de son mari. Or, disait M^{me} Carette, il est certain que la femme Mercier ne faisait que le commerce de son mari. Elle était, il est vrai, commerçante avant son mariage ; mais, par son mariage, sa qualité de commerçante avait disparu, pour faire place à l'exercice des droits de son mari, ainsi que l'enseigne M. Pardessus. L'avocat appuyait son argumentation sur un arrêt de la chambre criminelle du 24 novembre 1826 (affaire Fremiau).

La Cour, sur le rapport de M. le conseiller Barennes, et les conclusions de M. l'avocat-général Quénauld, a décidé d'abord qu'en matière de banqueroute, la qualité de négociant failli était un élément constitutif du crime, et devait des lors être comprise dans la question principale ; et ensuite, que la déclaration du jury constatant que la femme Mercier était commerçante et faillie, était irréfutable. En conséquence, la Cour a rejeté le pourvoi.

PÊCHE. — ASSOCIÉ DU FERMIER. — DÉFAUT DE PERMIS.

L'associé d'un fermier de la pêche dans une rivière navigable qui n'a pas obtenu de l'inspecteur forestier le permis exigé par les articles 17 et 18 du cahier des clauses générales pour les adjudications des baux de pêche, se rend passible des peines prononcées par l'art. 3 du Code de la pêche fluviale (Loi du 15 avril 1829).

Peu importe qu'il justifie sa qualité d'associé par un acte authentique.

Un procès-verbal fut dressé par un garde-pêche contre un sieur Pujols, qui pêchait dans la Garonne, et n'avait pas demandé le permis à l'inspecteur forestier. Traduit devant le Tri-

bunal de Marmande, puis en appel devant la Cour d'Agen, Pujols fut relaxé des poursuites, parce qu'il avait justifié de sa qualité d'associé du fermier de la pêche, par un acte en bonne forme. M. le procureur-général d'Agen s'est pourvu contre l'arrêt de cette Cour du 16 novembre 1843.

M^{me} Théodore Chevalier, avocat de l'administration forestière, a dit, à l'appui du pourvoi, que la question était d'une grande importance pour l'administration, que la formalité du permis exigé par son cahier de charges était indispensable pour la police de la pêche, et que cette formalité serait impunément violée si elle était privée d'une sanction pénale.

Après ces considérations préliminaires, M^{me} Chevalier a fait remarquer que l'administration, d'après l'article 36 de la loi, avait la police de la pêche, et que le permis était une mesure de police. Sans le permis, l'adjudicataire et ses associés ne sont ni adjudicataires ni associés, donc l'article 3 de la loi leur est applicable. Quant à l'article 4, qui renvoie aux Tribunaux civils, il ne concerne que les conditions civiles du contrat.

M. Quénauld, avocat-général, a conclu au rejet du pourvoi, en disant que les articles 17 et 18 du cahier des charges ne sont pas sanctionnés par une disposition pénale ; et qu'en l'absence de cette disposition, on ne peut considérer l'infraction à ces articles comme une infraction à des conditions civiles.

La Cour, sur le rapport de M. le conseiller Rocher, a cassé l'arrêt de la Cour royale d'Agen.

DÉLIT FORESTIER. — MINEUR DE SEIZE ANS. — RÉDUCTION DE PEINE.

La Cour de cassation a décidé, par arrêt du 26 décembre 1843, que l'article 66 du Code pénal contenait un principe général et absolu applicable à tout fait qualifié crime ou délit, et même (à moins d'exception formelle) dans les matières spéciales, et, par exemple, en matière de délit forestier. N'y a-t-il pas, entre l'article 69 du Code pénal et l'article 66 du même Code, à l'occasion duquel est intervenu l'arrêt susrelaté, une affinité, une parenté telle, que l'article 69 doit aussi recevoir son application aux délits forestiers, et que le mineur de seize ans, déclaré coupable d'un de ces délits, ne doit être frappé que de la moitié de la peine dont il eût été atteint s'il eût eu plus de seize ans ? C'est ce que soutenait M. l'avocat-général Quénauld, contrairement à la plaidoirie de M^{me} Théodore Chevalier, avocat de l'administration des forêts, qui demandait la cassation d'un jugement du Tribunal de Saint-Omer, rendu au profit du sieur Minet.

La Cour, sur le rapport de M. le conseiller Rocher, a consacré le système de M. l'avocat-général, et a rejeté le pourvoi de l'administration des forêts.

POIDS ET MESURES. — MARCHANDS FORAINS.

Est illégal et entaché d'excès de pouvoir, comme contraire à la liberté du commerce, l'arrêté municipal qui interdit aux marchands forains d'exposer en vente leurs marchandises avant d'en avoir fait vérifier le poids, la mesure, et même les tares ou défauts, par les experts désignés par l'autorité municipale.

Rejet du pourvoi du commissaire de police de Rive-de-Gier contre Berger, (M. Rives, conseiller rapporteur ; M. Quénauld, avocat-général). — V. Conforme, cassation du 7 décembre 1840.

ALIGNEMENT. — AUTORISATION. — RÉPARATIONS.

Les autorisations données par l'autorité municipale de faire des réparations à un bâtiment sujet à reculement ne comprennent que les travaux qui y sont exprimés, et ne peuvent être étendus à des réparations que l'on voudrait faire considérer comme conséquences nécessaires des réparations exprimées.

Cassation d'un jugement du Tribunal de Saint-Mihiel (affaire Boucharde) ; M. Rives, rapporteur ; M. Quénauld, avocat-général, conclusions conformes.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

Présidence de M. Parriaux-Lafosse.

Audience du 21 mars.

COUPS VOLONTAIRES, INCAPACITÉ DE TRAVAIL DE PLUS DE VINGT JOURS. — ASSASSINAT.

Le jury avait à juger aujourd'hui un jeune homme de dix-neuf ans, Robert, sans autre état que celui de domestique, qui comparait devant lui sous la double accusation de coups et d'assassinat. L'accusé est d'une taille peu élevée, mais vigoureusement constitué. Sa figure est plate, déprimée par le haut, mais saillante par le bas ; ses lèvres sont minces et serrées, et son nez à peu près imperceptible. Son ensemble dénote les habitudes les plus violentes, et les débats qu'on va lire prouveront que ses violences allaient parfois jusqu'à la férocité. De plus, l'instruction a révélé à la charge de l'accusé des faits d'une immoralité révoltante. Il a assisté aux débats de son affaire avec un calme et une impassibilité qui contrastaient péniblement avec les douloureux incidents que l'acte d'accusation et les témoins ont fait connaître.

M. l'avocat-général Bresson occupe le siège du ministère public.

M^{me} Madier de Montjau est chargée de la défense de Robert.

Voici les faits que l'instruction a fait connaître, tels qu'ils résultent de l'acte d'accusation, qui est ainsi conçu :

Le nommé Robert aidait son oncle, le sieur Drevet, dans la gestion d'un garni, rue Jean-de-Lépine. Par ses provocations et ses violences, il s'était rendu la terreur du quartier, et, dans sa fureur, n'épargnait pas même son oncle, qui était souvent victime de sa brutalité.

Dans la soirée du 31 octobre dernier, une querelle s'était élevée entre l'oncle et le neveu, et Robert venait de porter à Drevet un violent coup de pied dans le ventre, lorsque le nommé Lemaire, indigné, intervint pour les séparer. Robert tourna sa fureur contre ce dernier, l'arracha de la maison, le jeta dans la rue, le terrassa, et le frappa de nombreux coups de pied. Au bruit de cette lutte, la foule se rassemble, se presse ; mais personne n'ose venir au secours du malheureux Lemaire. Tout à coup arrive le sieur Laurain, homme d'une haute stature, d'une force athlétique, qui parvient à saisir Robert et à dégager Lemaire ; mais Robert, à plusieurs reprises, lui échappe, et se précipite sur sa victime, qu'il accable de nouveaux coups.

Laurain parvient enfin à s'emparer de Robert et à le jeter de côté ; mais Lemaire était horriblement maltraité : il avait le bras fracturé, et il a été plus de vingt-cinq jours malade. La fureur de Robert n'était pas encore assouvie : trop lâche pour lutter contre Laurain, « Tu me le paieras, » lui dit-il à plusieurs reprises ; et aussitôt il entra dans le garni de Drevet, monta au deuxième étage, et lança avec violence dans la rue un énorme vase en grès, dit *pot-à-beurre*, qui lui servait de fontaine. Le coup destiné à Laurain ne l'atteignit pas, mais alla frapper dans la foule un ouvrier fumiste, le nommé Mariotte, qui fut écrasé sous le choc. Il avait le crâne brisé, et mourut quelques heures après. Robert fut immédiatement arrêté, et dans ce premier moment, alors que les gardes l'emmenaient, il criait encore à Laurain : « Grand brigand ! c'est à toi que je te trais ! »

Robert, en effet, avait agi avec la volonté bien arrêtée de tuer Laurain, et de se venger ainsi du secours précieux que ce dernier avait apporté à Lemaire.

Le meurtre qu'il a commis sur la personne de Mariotte n'était pas la tentative d'assassinat par lui dirigée contre Laurain.

M. le président interroge l'accusé.

D. Vous avez déjà été arrêté pour coups et vagabondage ? — R. Oui, mais jamais condamné.

D. Vous avez été domestique de M. le marquis de Chailly ? — R. Oui.

D. Quand en êtes-vous sorti ? — R. En septembre 1845.

D. Où êtes-vous allé ? — R. Chez mon oncle Drevet, qui me logeait et me donnait 15 francs par mois. Je le servais comme domestique.

D. Le 31 octobre, vous avez eu une querelle avec votre oncle pour 10 centimes ? — R. Oui, vers deux heures de l'après-midi.

D. La querelle s'est renouvelée le soir : vous l'avez frappé à coups de pied ? — R. C'était l'après-midi.

D. Il faut croire que c'était le soir, puisque Lemaire est venu à son secours. C'est un garçon tailleur qui n'a que quarante-quatre ans, mais qui a les apparences d'un vieillard ; il fut tellement indigné de votre conduite, qu'il intervint, et fut par vous jeté dehors, frappé avec tant de violence et de brutalité, qu'à son tour il fut secouru par Laurain ? — R. Lemaire avait une dispute avec un maçon ; c'est là qu'il a été blessé.

D. Vous seul parlez de cette dispute. Laurain prenant la défense de Lemaire, vous enleva à deux fois et vous jeta de côté ; mais vous reviez toujours à la charge. — R. Je n'ai aucun souvenir de cela.

D. Vous n'étiez cependant pas ivre, cela a été constaté. Vous étiez furieux de voir qu'on vous arrachait Lemaire ; vous êtes monté dans la maison, et là, ouvrant une fenêtre qui est à huit mètres d'élevation au-dessus du pavé de la rue, vous avez lancé une fontaine dite *pot-à-beurre*, qui est allée tomber de l'autre côté de la rue, et qui a tué une des personnes rassemblées devant la maison. — R. J'étais tellement ivre et en colère, que je ne savais ce que je faisais.

D. Ce n'est pas une excuse, car on ne commet jamais un crime sans colère. Que vous avait donc fait cette foule de curieux pour lancer sur elle, au hasard peut-être, un projectile si meurtrier ? Vous vouliez atteindre Laurain ? — R. Je ne voulais atteindre personne.

D. Pourquoi dites-vous, en passant près de Laurain : « Grand brigand, c'était bien toi que je trais ! » — R. Je ne sais pas si j'ai dit ça.

D. Des témoins l'ont entendu et en déposeront. Ce qui prouve d'autant plus votre intention, c'est qu'en entrant dans la maison, vous avez dit à Laurain : « Tu n'y gagneras rien. » De plus, il y a dans l'affaire des faits d'immoralité qui inspirent pour vous le plus grand dégoût ; vous vous êtes vanté auprès de lui que vous ne viviez que des produits du chantage et d'une passion qui n'a pas de nom dans le langage des honnêtes gens. Il y a d'ailleurs des lettres saisies chez vous qui ne laissent aucun doute sur vos honteuses habitudes, et l'homme que la Cour vient de condamner ayant vous a eu avec vous des rapports fréquents ? — R. J'allais chez lui, mais sans mauvaise idée.

D. Vous y couchiez, et dans son affaire, qui vient d'être jugé, le portier a déclaré que vous y étiez toujours. Vous l'avez même volé, et vous êtes renvoyé en police correctionnelle à raison de ce fait. Voici une lettre trouvée sur vous, et que cet homme vous écrivait : il vous reproche de l'avoir volé et de l'avoir battu ; il termine en vous disant : « Vous êtes un assassin ! » Indépendamment de ces faits, vous êtes encore renvoyé en police correctionnelle pour coups portés cinq jours avant les faits du procès actuel, à un ouvrier nommé Chils, et vous disiez, en le frappant : « Voyez, mesdames, un premier, un deuxième, un troisième tableau, » et ce que vous appelez un tableau, c'était une violence nouvelle, une torture que vous lui infligiez. (Sensation.)

Le sieur Drevet, oncle de l'accusé : Le 31 octobre, vers sept heures du soir, Robert est rentré ; il était gris. Il ne voulait pas laisser manger mes enfants, et il voulait manger leur part. Je l'ai empoigné, et nous nous sommes battus. Lemaire est venu, et il nous bousculait tous les deux ; cependant nous en venions à bout *assez gentiment*. Quand j'ai vu qu'il se bousculait avec Lemaire, je les ai jetés tous les deux dans la rue, et j'ai été soigner le souper de mes enfants.

D. Ne lui avez-vous pas entendu dire qu'il ferait chanter des hommes ? — R. Il disait ça quand il était en ribotte.

D. Et savez-vous ce que cela voulait dire ? — R. Dans nos maisons on connaît ça.

D. Votre maison n'est pas bien fameuse. Vous connaissiez un nommé Gazzo, cuisinier de la comtesse de Bonchamps ? — R. Oui, même que nous l'appelions *gâte-sauce* (on rit). Je ne l'ai vu qu'une fois pour lui demander un certificat qu'il avait à Robert.

M. l'avocat-général Bresson : Témoin, avez-vous vu monter Robert après la lutte dans la rue ? — R. Rien du tout.

M. le président : Il importe de dire, pour compléter la déposition de ce témoin, qu'il était complètement ivre.

Le témoin : C'est parfaitement vrai.

M. le président : Allez-vous assoir, allez.

Joseph Lemaire, tailleur : J'étais allé chez Drevet pour voir un de mes amis qui y était logé. J'ai vu l'accusé donner un coup de pied dans le ventre à son oncle, et le jeter à dix pas, j'ai voulu intervenir, mais il m'en a joliment cuit. J'ai eu le bras cassé, et j'ai été longtemps malade. J'ai été tiré de ses mains par un voisin. Un moment après j'ai vu un homme qui tombait *abasourdi* par une fontaine qui arrivait d'en haut.

D. N'a-t-il pas, dans la lutte, cherché à vous saisir aux organes génitaux ?

Le témoin : Les marques en sont encore à mon pantalon que voici, et qui a été déchiré là.

M. l'avocat-général : C'est l'accusé qui vous a entraîné dans la rue, et non pas l'oncle qui vous y a poussé ? — R. C'est l'accusé qui m'y a entraîné.

Laurain, marchand de verres à vitres : Le 31 octobre, j'étais au fond de ma boutique quand j'entendis un grand bruit dans la rue ; je sortis, et je vis Robert qui frappait avec rage un autre individu renversé par terre dans le ruisseau. Comme personne n'intervenait, je l'ai saisi par les reins, et je l'ai posé à côté. Je croyais que c'était fini ; pas du tout ! Il s'est retourné sur Lemaire. Je l'ai saisi de nouveau, un peu plus fort, par exemple, et je l'ai arraché de dessus Lemaire. Il m'a regardé froidement, et m'a dit : « Tu me le paieras, grand brigand ! » Il a fait un demi-tour, et il est monté dans la maison.

D. Ne savez-vous pas si Robert était méchant et dangereux ? — R. J'ai vu souvent, de ma boutique, Robert battre des gens du garni.

Bochet : J'ai vu Robert et Lemaire se rouler dans le ruisseau. Je suis descendu pour les séparer, mais c'était fait. Robert rentrait chez son oncle en disant à Laurain : « Grand brigand, tu me paieras ça ! » Je fus chercher la garde, et pendant qu'on l'emmenait, il disait à Laurain : « C'était sur toi que je trais. »

Cinq jours avant le 31 octobre, il tenait un nommé Chils par la barbe. Il disait : « Mesdames, voilà le premier tableau ; et il lui tirait la barbe. Mesdames, voici le second tableau, et il lui retroussait la barbe. Mesdames, voici le troisième tableau, et il lui donna une giffle. Ce jeune homme ne voulait pas se battre parce qu'il n'avait qu'une seule blouse et qu'il ne voulait pas s'exposer à la faire déchirer. Robert rentra chez son oncle et en rapporta une seconde blouse.

Le sieur Palo, autre témoin, a entendu Robert menacer Laurain. Il l'a vu rentrer chez son oncle et lancer le *pot-à-beurre* sur la foule. Il s'est mis ensuite à la fenêtre, les bras croisés, contemplant d'un œil impassible le malheur qu'il venait de causer.

Le sieur Cartier fait une déposition complètement conforme. Il y avait 250 personnes devant la porte de la maison Drevet.

D'autres témoins déposent des mêmes faits.

Le sieur Chils est entendu. Il avait joué avec l'accusé et l'avait gagné. Il lui demandait de l'argent, qu'il ne peut obtenir. Il prit le parti de s'en aller. « Quand j'arrivai au coin de la rue de la Coutellerie, dit le témoin, Robert me rappela. Je lui demandai ce qu'il voulait. — Je veux que je le veux. — Mais j'ai des affaires. — Qu'est-ce que ça me fait ? Reste là, ça me plaît. — C'est un peu fort, lui dis-je. — C'est comme ça. Tiens, la vraie raison, c'est que je veux te f... une floopée. » Je me débatissais, parce que je ne voulais pas qu'il me déchirât ma blouse. Il est allé m'en chercher une autre, et nous nous sommes un peu roulés. Je lui ai donné un coup de pied dans les jambes, il m'en a donné un autre... plus haut.

M. Fremanger, docteur-médecin, est entendu, et rend compte de la visite qu'il a faite du nommé Lemaire.

Le même médecin a visité Mariotte, après qu'on l'eut

relevé sous le coup qui l'a abattu. Il n'a pas hésité, un seul instant à attribuer à la chute du vase dit *pot-à-beurre* la mort de Mariotte.

Enfin, le docteur a visité Robert de suite après son arrestation. Il a constaté qu'il avait toute sa raison, et qu'il n'était pas en état d'ivresse.

M. l'avocat-général Bresson soutient vivement l'accusation, qui est combattue par M^{me} Madier de Montjau. Après le résumé fait par M. le président, le jury est coupable sur tous les chefs, mais il a écarté la circonstance aggravante de préméditation.

En conséquence, Robert a été condamné aux travaux forcés à perpétuité. Il subira l'exposition publique.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS (7^e chambre.)

Présidence de M. Salmon.

Audience du 21 mars.

DÉTENTION DE POUVRE DE GUERRE. — POURSUITES CONTRE LA

EPOUX DREYFUS, COMPLICITE DE LA FEMME.

Les époux Dreyfus, brocanteurs, rue Saint-Sébastien, étaient traduits aujourd'hui devant le Tribunal correctionnel, sous la prévention : le mari, de détention de poudre de guerre ; la femme, de complicité de ce délit. Le comparait à l'audience.

Le 6 décembre dernier, 150 kilogrammes de poudre étaient trouvés dans une cave dépendant de la maison rue Saint-Sébastien, 3. Cette découverte était due aux circonstances qui suivent :

En attendant que la cave dépendant du logement que les époux Dreyfus occupaient rue Saint-Sébastien fut disponible, un locataire de la maison, la demoiselle Manin, 6 décembre, la demoiselle Manin eut besoin de sa cave pour y placer du bois, et elle en réclama la clé à la femme Dreyfus, qui, en l'absence de son mari, prétendit ne savoir où était cette clé ; elle fut longtemps à la chercher, elle paraissait troublée ; cependant elle la remit, et on descendit à la cave. « Prenez garde, dit-elle à la demoiselle Manin et à un commissionnaire qui l'accompagnait pour débarrasser la cave, il y a des matières inflammables enfermées dans des sacs. » Le commissionnaire prit un de ces sacs, qui creva, et il en sortit une poudre noire et menue qui fut bientôt reconnue pour de la poudre de guerre à l'usage de l'infanterie.

La demoiselle Manin et la portière de la maison furent connaître les faits que nous venons de relater.

Le sieur François, propriétaire de la maison, dépose : Je n'ai pas eu connaissance des faits qui ont donné lieu au procès, mais je connais les époux Dreyfus et j'allais souvent chez eux. Je puis affirmer que la femme se plaignait souvent de l'ignorance ou son mari la laissait sur les opérations de son commerce ; sans être despote, il n'était pas communicatif. Ainsi, par exemple, il était dans de mauvaises affaires, souvent on lui signifiait des actes judiciaires, et elle ne savait rien de cette triste position, à ce point qu'on a vendu les meubles du ménage sans que la femme en eût été prévenue.

M. le président : Quel était le genre de commerce de Dreyfus ? Le témoin : Il achetait et revendait des meubles ; il faisait beaucoup d'affaires avec les officiers, leur achetait et leur revendait des passementeries, des épaulettes, des dragons, des hausse-cols aussi ; dans l'ignorance ou la laissait son mari de ses affaires, j'ai la conviction qu'elle n'a pas su l'origine de la poudre trouvée à la cave, et qu'elle en ignorait la destination ultérieure.

Le sieur Astruck, ancien négociant, dépose dans le même sens que le précédent témoin.

M. le président à la prévenue : Vous avez nié longtemps l'existence de la poudre dans la cave où elle a été trouvée.

La femme Dreyfus : J'en conviens, Monsieur.

D. Et vous avouez maintenant que vous le saviez. — R. Je l'ignore.

D. Savez-vous comment votre mari se l'était procurée ? — R. Je ne l'ai pas su.

D. Quand on vous a demandé la clé de cette cave, vous avez fait difficulté de la rendre. — R. Je ne savais pas où elle était.

D. Savez-vous ce que votre mari en voulait faire ? — R. Il voulait la vendre aux carriers et au Cirque-Olympique.

D. Un sergent et un soldat sont venus un jour chez vous ; le soldat portait un sac à plâtre qui contenait de la poudre. — R. Ce sac ne contenait qu'un pantalon et deux vieilles vestes.

D. Cela ne peut être vrai, car la charge était si lourde qu'on a remarqué que le soldat penchait l'épaule en le portant. — R. Il était ivre.

D. L'un des deux militaires était ivre, mais ce n'était pas le soldat qui portait le sac ; c'était le sergent. — R. On s'est trompé, c'était le soldat.

D. Depuis combien de temps la poudre était-elle dans la cave ? — R. Depuis trois semaines à peu près.

D. Votre mari a été averti par un voisin de la découverte de la poudre, et il s'est sauvé ; pourquoi a-t-il pris la fuite ? — R. On l'a effrayé, et il a cru qu'il était perdu.

M. l'avocat du Roi a soutenu la prévention contre les époux Dreyfus. Il a trouvé la complicité de la femme établie par ses premières dénégations, son embarras quand on lui a demandé la clé de la cave ; son retard à donner cette clé, et le peu d'apparence qu'il y a qu'elle ne sût pas l'origine et la destination de la poudre trouvée en leur possession.

Il reste dans cette affaire, a dit M. l'avocat du Roi, un mystère que l'instruction et les débats n'ont pu éclaircir. Les officiers ont seuls le droit de posséder de la poudre de guerre à la charge par eux de justifier à toute réquisition qu'ils l'ont achetée dans les débits autorisés par le gouvernement. Chez les époux Dreyfus on en trouve une quantité considérable, 150 kilogrammes ; on la cache dans une cave, on hésite à donner la clé de cette cave ; le mari prend la fuite, la femme se renferme d'abord dans des dénégations qu'elle abandonne que devant l'évidence des faits. Ainsi on ne connaît ni l'origine ni la destination d'une matière si dangereuse par sa nature et par sa quantité ; et à côté de cette incertitude, on aperçoit des soldats se rendant chez les époux Dreyfus, et y apportant des sacs que tout fait présumer avoir contenu de la poudre. Il y a donc eu des infidélités commises par des agents militaires, et peut-être y aurait-il lieu à comprendre les époux Dreyfus dans ces infidélités.

M^{me} Blot-Lesquesne, défenseur de la femme Dreyfus, a plaidé que rien dans la cause n'établissait la complicité active de sa cliente ; elle a été, jusqu'à un certain point, la confidente obligée de son mari, elle a pu subir cette complicité passive à laquelle une femme peut difficilement échapper, mais on ne saurait lui reprocher aucun acte direct, qui établisse de sa part une infraction volontaire aux lois.

Cette défense a été couronnée de succès ; la femme Dreyfus a été renvoyée de la poursuite. Son mari, par application des articles 4 de la loi de pluviôse an XIII et de

CHRONIQUE

PARIS, 21 MARS.

— La 3^e chambre de la Cour royale de Paris a entendu aujourd'hui M^e Paillet dans une affaire de nullité de testament pour cause de captation et suggestion; la Cour a remis la cause à huitaine pour entendre M^e Chaix-d'Est-Ange, son adversaire. Nous rendrons compte des deux plaidoiries en un seul article.

— Un débat assez intéressant s'est élevé aujourd'hui à l'audience des référés, à raison d'une saisie pratiquée soi-disant *super non domino*, et d'une demande en discontinuation de poursuites s'y rattachant.

M^e Duchaufour, avoué de M. Alexandre Dumas fils, exposait que son client est devenu locataire d'un très joli appartement dans la maison de M. Edouard Laboulaye, membre de l'Institut, située rue Beaurepaire, 28 et 30, ainsi que l'attestait un bail sous signature privée en date du 17 septembre dernier, enregistré. MM. Filard frères, se prétendant créanciers de la demoiselle Liéviene, artiste dramatique, d'une somme de 300 fr., ont obtenu condamnation contre elle, et ensuite ont fait procéder à la saisie de l'élegant et riche mobilier garnissant l'appartement situé rue Beaurepaire, 28 et 30. Or, M. Alexandre Dumas fils est seul locataire des lieux dans lesquels cette saisie a été opérée. Le mobilier lui appartient également, ainsi que les objets de curiosité et chinoiserie qui embellissent cette charmante retraite. Aussi est-il intervenu au moment de la saisie, pour y former opposition, et protester que la présence de Mlle Liéviene dans l'appartement ne changeait rien à l'évidence de ce fait, et que la saisie devait être déclarée nulle.

M^e Duchaufour concluait donc, au nom de M. Alexandre Dumas fils, pour éviter et prévenir tout nouveau scandale dans le domicile de celui-ci, qu'il plût à M. le président ordonner dès à présent la discontinuation des poursuites, et ordonner l'exécution de l'ordonnance sur la minute et avant l'enregistrement, attendu l'urgence, sous toutes réserves de se pourvoir à fin de dommages-intérêts, à raison du préjudice moral causé par la saisie.

M^e Saint-Amand, avoué de M. Filard, a répondu d'abord que la saisie étant faite et parachevée, on ne pouvait en demander la main-levée en référé. En outre, il offrait de prouver, au principal, que les lieux loués étaient bien réellement occupés par Mlle Liéviene, et qu'elle avait été trouvée dans l'appartement, où elle paraissait établie comme la maîtresse de maison, et comme étant par conséquent propriétaire du mobilier. M. le président de Bellevue, attendu qu'aux termes de l'article 608 du Code de procédure civile, lorsque la saisie est pratiquée, la main-levée ne peut en être prononcée que sur la demande en revendication formée par le propriétaire du mobilier, et ne peut être demandée en référé, a dit n'y avoir lieu à référé et a renvoyé les parties à se pourvoir.

— Une question de propriété d'un bon du Trésor se débattait devant la 5^e chambre, dans les circonstances suivantes :

Un jour se présenta chez M. Troussel, changeur, boulevard des Italiens, 2, un étranger qui lui présenta un bon du Trésor de 2,020 fr. qu'il demandait à escompter. Le changeur examina le bon, qui était au profit de M. E. Cordier. Au dos, on lisait : Passé à l'ordre de M. John Kelly, M. Troussel demanda quelques renseignements, et l'étranger lui répondit que ce bon appartenait à M. Cordier, pair de France, qu'il avait été passé à l'ordre de lui Kelly par M. Cordier; et pour établir son identité, M. John Kelly, produisit son passeport et plusieurs lettres à son adresse. En présence de pareilles pièces, le changeur n'hésita plus à escompter le billet, que M. John Kelly passa à son ordre.

À l'échéance du bon, M. Troussel se présenta au Trésor pour en toucher le montant, et apprit qu'une opposition était formée entre les mains du ministre des finances par une dame E. Cordier, qui se prétendait propriétaire du bon. Quelques jours après, M^e E. Cordier assigna devant le Tribunal civil de la Seine M. Troussel, en revendication du bon qui, disait-elle, lui avait été volé.

Un jugement par défaut de la chambre des vacations, du 6 septembre 1845, admit cette demande en revendication. M. Troussel a formé opposition à ce jugement.

Dans son intérêt, M^e Faivre-d'Audelage soutenait que M. Troussel avait pris toutes les précautions qu'il était en son pouvoir de prendre; qu'il avait été légitimement saisi du bon; qu'en fait de meuble possession vaut titre; que rien n'indiquait que le bon était la propriété d'une dame appelée E. Cordier, et qu'il ne suffisait pas, pour faire accueillir sa demande en revendication, qu'elle alléguât un vol dont elle aurait été victime; qu'il fallait encore, ce qu'on ne faisait pas au procès, en apporter la preuve complète.

M^e Bourgain, avocat de M^e E. Cordier, établit que sa cliente est propriétaire du bon litigieux, que l'endos apposé au dos du bon et signé E. Cordier, constitue un faux, et qu'il n'a pu en transmettre la propriété; que M. Troussel aurait pu se convaincre, en allant s'informer à l'adresse indiquée à l'endos, qu'on n'y connaissait aucune personne de ce nom, et qu'il avait commis une imprudence dont il devait supporter la conséquence.

Le Tribunal, présidé par M. Durantin, considérant qu'il résulte des faits allégués, que M^e E. Cordier est réellement propriétaire du bon dont s'agit; qu'en matière de meubles incorporels, il n'y a pas lieu d'appliquer la maxime que: en fait de meuble, possession vaut titre; que l'endos apposé au dos, et signé E. Cordier, constitue un faux, et n'a pu avoir pour effet de transmettre la propriété, déboute M. Troussel de son opposition, et le condamne aux dépens.

— Le Tribunal de police correctionnelle (6^e chambre) avait à juger aujourd'hui quatre petits maraudeurs, à peine échappés à cet âge où l'on quitte ses longues pour se couvrir de ce disgracieux vêtement que la susceptibilité britannique nous défend de nommer.

Des agents du service de sûreté, passant un soir dans je ne sais quelle rue borgne, avisèrent quatre bambins faisant, sur une borne qui leur servait de table, un repas qui avait commencé comme ceux de Lucullus, et qui devait finir comme celui du rat de ville. Outre ce qu'ils avaient déjà avalé, ils étaient, ou plutôt leurs poches, leurs mouchoirs, leurs casquettes, leurs blouses étaient bourrés d'une quantité de comestibles de toute sorte, à régaler tout un pensionnat. Ces comestibles se composaient des objets suivants, scrupuleusement inventoriés par la ronde de police qui était venue si mal à propos interrompre les petits viveurs.

Une moitié de pain de sucre, un pain d'épice large comme un cadran d'omnibus, deux mesures de boissellerie remplies de pommes de terre frites, une orange, un vaste sac de pruneaux, deux cervelas, un morceau de porc salé, trente-deux œufs, un hareng saur, du fromage de Brie, une bouteille d'absinthe, une saucisse, trois grosses truffes crues, des quatre-méridiens, et enfin un broc de vin. Il ne manquait que du pain, mais les quatre garnemens pensaient sans doute que le porc salé pouvait leur en tenir lieu.

Les petits maraudeurs furent transférés au dépôt de la préfecture de police, et les provisions portées sans doute

à quelque hôpital, comme provenant d'une chasse qui est prohibée dans tous les temps.

À l'audience, les quatre gamins se prennent à pleurer sur quatre tons différents. M. le président les fait taire en leur disant qu'ils se trompent fort s'ils comptent sur leurs larmes faciles pour attendrir le Tribunal. Un seul, le plus petit de tous, le petit Dupré, continue le concert en solo. Les trois autres, Noël, Fournier et Brandt, essuyent du revers de leur main des larmes absentes, et l'interrogatoire peut commencer.

M. le président : Convenez-vous de vous être associés tous les quatre pour exploiter les boutiques des fruitiers, des épiciers, et autres marchands?

Quatre ce n'est pas moi ! partent en même temps.

M. le président : Fournier, c'est vous qui êtes le plus grand, et la prévention suppose que c'est vous qui avez engagé vos camarades à voler?

Fournier : C'est des menteries, et s'il y en a un qui dit ça, je lui ficherai des calottes en sortant.

Desprez : Oui, que c'est toi qui m'as dit de chiper le sucre et le pain d'épice; même que tu m'as promis que tu serais mon défenseur, quand Noël, qu'est méchant comme tout, voudrait me battre.

M. le président : Ainsi, Desprez, vous avouez avoir volé le sucre et le pain d'épice?

Desprez, toujours pleurant : Oui, Monsieur, parce que Fournier me l'avait dit.

Fournier : Je te reconnais bien là, tu capotes toujours.

M. le président : Et vous, Fournier, vous prétendez n'avoir rien volé?

Fournier : J'ai rien pris du tout.

Desprez : Il disait comme ça qu'il était trop grand, et qu'on le verrait; c'était nous qui chignons, et puis lui il mangeait toujours ce qu'il y avait de meilleur.

Noël : Ça, c'est bien vrai... c'est un gueulard... Il nous avait donné les pommes de terre pour nous trois, et il voulait garder le reste.

M. le président : Et vous, Noël, qu'avez-vous à dire pour vous justifier?

Noël : Moi, Monsieur, j'ai rien pris... Je les ai rencontrés qui avaient un tas de bonnes choses; alors je leur ai demandé si ils voulaient que je goûte avec eux, et ils ont bien voulu.

M. le président : Ainsi vous en avez eu votre part?

Noël : J'ai eu que des pommes de terre, puisque Fournier a dit que le reste était pour lui.

Fournier : C'est pas vrai!

Noël : Mon Dieu si... à preuve que tu as dit que c'était ta fête, et qu'il était juste que nous te régalarions.

Desprez, hurlant : Oui, grand animal, tu as dit ça... même que nous devions tout manger ensemble, et que t'as dit à Brandt de prendre une bouteille d'absinthe pour nous donner de l'appétit, et que tu n'as pas voulu nous en donner une goutte, parce que t'as dit que ça nous griseraient.

Brandt : Aussi c'est bien fait, il n'en a pas bu non plus; les sergens ont tout emporté.

Le père de Brandt, ancien militaire, vient réclamer son fils.

M. le président : Vous engagez-vous à le mieux surveiller à l'avenir?

Le père Brandt : Mieux que cela, mon président; je promets de lui donner pendant trois mois, matin et soir, douze coups de trique à nu, entre le dos et les cuisses.

M. le président : Je vous recommande de n'en rien faire, ce serait un très mauvais moyen pour que votre fils restât chez vous.

Le père Brandt : Faudra bien qu'il y reste, je l'attacherais.

M. le président : Il est très jeune; vous feriez mieux d'agir par la douceur.

Le Tribunal acquitte Noël, les faits à son égard n'étant pas établis; déclare que Brandt et Desprez ont agi sans discernement; les acquitte; ordonne que Brandt sera remis à son père, qui le réclame; et que Desprez demeurera pendant un an dans une maison de correction; condamne Fournier à trois mois d'emprisonnement.

— Deux gendarmes à cheval faisaient leur ronde accoutumée dans la circonscription de leur résidence : la nuit était sombre, le terrain fort glissant, et l'attention des agents de la force publique se partageait entre le double soin de surveiller au loin le pays, et de se tenir solidement en selle. Tout à coup ils croient voir une espèce d'ombre se glisser sur la contre-allée de la grande route et disparaître derrière un gros arbre, dont elle s'embaït se faire un lieu de refuge. Les deux gendarmes poussaient droit vers cette apparition. A leur approche, l'ombre prend ses jambes à son cou et arpenté la plaine, en quelques secondes le fugitif est cerné, traqué, atteint et arrêté par les cavaliers. Cependant il vient à bout de leur échapper, et bientôt une nouvelle course s'engage; cette fois le pied glisse au cheval de l'un des gendarmes, qui perd les arçons et barbotte dans la boue.

Le fuyard s'arrête de lui-même pour rire à son aise de cette catastrophe, qui lui semble très plaisante; l'autre gendarme, qui ne badine guère, lui met la main sur le collet, lui pose des poucettes par mesure de précaution, et sur ses réponses évasives et plus que suspectes, le conduit chez le maire, qui l'envoie à la Préfecture de police, d'où il ne sort que pour s'asseoir sur le banc des prévenus du Tribunal correctionnel. Il déclare se nommer Bapier, et soutient ne rien comprendre du tout à son aventure.

M. le président : Que faisiez-vous si tard sur la grande route?

Le prévenu : Je me promenais, en prenant le plus long pour me rendre chez moi.

M. le président : Pourquoi sembleriez-vous craindre l'approche des gendarmes?

Le prévenu : Je ne crains ni ne redoute les gendarmes, seulement je ne les aime pas.

M. le président : Vous vous êtes caché derrière un arbre?

Le prévenu : Sans doute je ne voulais pas qu'ils me visent; parce que, me voyant, je savais bien qu'ils m'engageraient à faire route avec eux, ce dont je ne me souciais pas.

M. le président : Mais pourquoi prendre la fuite?

Le prévenu : J'étais bien aise de les faire un peu courir, et puis je tenais à savoir si leurs chevaux avaient d'aussi bonnes jambes que moi.

M. le président : Une fois arrêté, vous vous êtes échappé; vous y trouvez donc un intérêt quelconque?

Le prévenu : Pas le moins du monde; je voulais seulement prendre ma revanche : la preuve en est que quand ce pauvre gendarme s'est épaté les quatre fers en l'air, je me suis arrêté pour en rire; je ne me sentais donc guère coupable.

M. le président : Enfin, vous avez outragé par paroles et par menaces ces agents de l'autorité dans l'exercice de leurs fonctions?

Le prévenu : Laissez donc, c'était affaire de s'amuser un brin; mais les gendarmes n'entendent jamais la plaisanterie.

M. le président : Vous ne pouvez justifier d'aucun domicile ni de moyens d'existence?

Le prévenu : Mettons; pour le moment, mais je ne tarderai pas à en avoir.

En effet, le prévenu sera logé et nourri aux dépens de l'Etat pendant le mois de prison auquel le Tribunal le condamne.

— Le 14 mars 1843, un nommé Divereau fut condamné par la 6^e chambre à trois années d'emprisonnement pour vol. Cet homme était déjà repris de justice, quoique âgé seulement de vingt-trois ans, et il était soumis à un ban de surveillance qu'il avait rompu. Il fut, à la suite de sa condamnation, que confirma un arrêt de la Cour royale, écroué à la prison centrale de Melun, où il subit sa peine, et de laquelle il fut élargi vendredi dernier.

En sortant de la prison de Melun, Divereau, aujourd'hui âgé de vingt-six ans, devait se rendre dans le département de la Nièvre où avait été indiqué son lieu de surveillance, et c'était là que la masse qu'il avait amassée par son travail durant sa détention devait lui être remise. Cependant hier il fut arrêté dans une maison mal famée de Montrouge, par la police, qui avait appris qu'un individu dont l'extérieur et le langage trahissaient un libéré se livrait à des dépenses disproportionnées avec ses ressources apparentes, et qu'en outre il avait fait voir à des femmes de mauvaise vie, en compagnie desquelles il était depuis plusieurs jours, de l'argenterie et des effets d'une certaine valeur, entre autres plusieurs châles dont un à fond noir avec palmes, en tissu de cachemire Thibet. Devant le commissaire de police, ce libéré, qui ne pouvait nier ses antécédents, bien qu'il eût essayé d'abord de prendre un faux nom, prétendit avoir acheté les effets et l'argenterie dont on le trouvait nanti. Il dit que, possédant indépendamment de sa masse une somme de huit cents francs, il avait voulu entreprendre le commerce de brocanteur, qu'à cet effet il avait acheté des reconnaissances du Mont-de-Piété, et avait dégagé les objets sur lesquels les prêts avaient été faits.

L'in vraisemblance de cette version de Divereau ne l'a pas empêché d'y persister devant le magistrat interrogateur, en présence duquel il a été conduit immédiatement. Il a été, néanmoins, écroué sous prévention de vol, commis en état de récidive et en rupture de ban.

— Un sergent invalide plus que septuagénaire, qui se livrait au commerce de vins en gros, ayant été déclaré en faillite il y a quelques jours, un mandat d'arrêt fut décerné contre lui. Les agents du service chargé de l'exécution des mandats de cette nature s'étant présentés hier matin à l'hôtel pour s'assurer de la personne du failli et le conduire à la prison pour dettes de la rue de Clichy, l'adjoint de service s'opposa à ce qu'ils accomplissent leur mission, prétendant que l'hôtel royal des Invalides était un lieu d'asile où ne pouvaient s'exercer les pouvoirs de l'autorité judiciaire civile.

Le commissaire de police du quartier des Invalides, M. Noël, auquel les agents durent référer de l'opposition qu'ils rencontraient, s'étant adressé au maréchal-gouverneur et à M. le général Petit pour se plaindre de cette prétention de l'adjoint, ces deux hauts fonctionnaires s'empressèrent de donner l'ordre que force restât à la loi. Le sous-officier failli fut remis entre les mains des agents par M. le général Petit lui-même, qui témoigna son regret de l'erreur dans laquelle l'adjoint était tombé, involontairement sans doute.

Le sous-officier a été écroué à la prison de la rue de Clichy, où il ne fera du reste, sans doute, qu'un court séjour, car son âge le met à l'abri des rigueurs de la loi sur la contrainte par corps.

— Par arrêté de M. le ministre de la guerre en date du 12 de ce mois, M. Blasselle, l'un des secrétaires attachés au parquet de M. le procureur du Roi de la Seine, a été nommé commissaire-priseur à Alger, en remplacement de M. Schwab, décédé.

ÉTRANGER.

— IRLANDE (Dublin), 19 mars. — Les tristes événements dont l'élection de Westport a été le théâtre ont été suivis d'une enquête présidée par le coroner. La Gazette des Tribunaux en a rendu compte. Les Hussards, en faisant feu sur les rappellistes, qui voulaient disperser l'escorte destinée à protéger les électeurs protestants, avaient tué trois personnes, entre autres une mère de famille et un enfant de douze ans. Le jury d'enquête avait décerné un mandat contre M. Fletcher, magistrat qui a ordonné à la troupe de repousser la force par la force.

M. Fletcher pouvait, par suite de la mise en prévention, être traduit devant les assises du comté de Mayo; mais le grand jury a déclaré qu'il n'y avait pas lieu à accusation.

— On recommande au public fashionable les magasins de M. Alexandre LEHERISSON, rue de Choiseul, n. 23. On y trouve un assortiment aussi complet que varié, de selles, fouets, cravaches, etc., du modèle le plus nouveau et du meilleur goût.

FABLES NOUVELLES, par V. ADOLPHE BOULENGER, in-12. Prix, 1 fr. 25 c. Chamerot, rue du Jardinot, 13; Colas, rue Dauphine, 32; Anyot, rue de la Paix, 6.

36,000 SONT DÉJÀ VENDUES SEULEMENT 3 FRANCS, la curieuse biographie de LOUIS-PHILIPPE 1^{er}. Grand format avec belle gravure, qui se vendait 5 fr. Chez M. Simon, rue Saint-Honoré, 335.

BIÈZ-VOUS-Y ? Si la fortune vous sourit, allez voir M^{me} Clément; elle vous prêtera des embaumements des moyens d'y parer; si le malheur vous poursuit, allez encore voir M^{me} Clément, elle vous dira lorsque s'apaisera la tempête et quand reviendront les bons jours.

M^{me} Clément, auteur du Corbeau-Sanglant, vend cet intéressant ouvrage sur l'avenir dévoilé, 50 centimes, et 75 avec gravure, rue de Tournon, 5, maison ci-devant occupée par M^{me} Lenormand.

BIBERONS BRETON de 3 fr. 50 à 6 fr., boul. St-Martin, 3 bis, au 1^{er}. — M^{me} Breton, sage-femme, ex-répétiteur, chef de clinique, ayant obtenu des médailles aux expositions de 1827, 34 et 39, et le rappel médaille d'or en 1844, reçoit des pensionnaires à tous termes de grossesse. Bouts de sein tétine pour éviter et guérir les crevasses, de 2 à 3 fr.

PÂTE DE NARÉ. La plus agréable et la plus EFFICACE des Pâtes pectorales. Se vend rue Richelieu, 26, à Paris. Prix : 75 c., et 1 fr. 25 c. la boîte.

SPECTACLES DU 22 MARS.

OPÉRA. — THÉÂTRE-FRANÇAIS. — La Chasse aux Fripons. OPÉRA-COMIQUE. — Le Domino noir, l'Ambassadeur. ITALIEN. — I Puritani. OPÉON. — Le Menuisier de Livourne. VAUDEVILLE. — Dieux de l'Olympe, un Mari perdu. VARIÉTÉS. — Le Gamin de Paris. GYMNASÉ. — Les Couleurs, Georges, Giroflée, Yelva. PALAIS-ROYAL. — Marie Michon, l'Enfant du Carnaval, Carillon. PORTE-SAINT-MARTIN. — Michel Brémont. GAITÉ. — Les Compagnons. AMBIGU. — Les Mousquetaires. CIRQUE. — Le Cheval du Diable. COMTE. — Le Chemin de fer de Paris à la Lune. FOLIES. — Les Trois amoureux de Mariette.

que cette Commission, partant de Paris à six heures, pût arriver à Rouen pour neuf heures, moment du départ du bateau à vapeur du Havre.

Un avis spécial avait été donné hier sur toute la ligne, pour avertir du passage de ce convoi, qui ne devait s'arrêter qu'aux quatre stations principales.

A six heures un quart, ce convoi spécial se mit en route; indépendamment des huit membres de la Commission de la Chambre, qui sont MM. le général Paixhans, le général d'Houdetot, le colonel Dumas, les lieutenants-général de Lassalle et Chabaud-Latour, MM. de Loynes, colonels de Lardant, six autres personnes avaient pris place Allard et Ardant, six autres personnes étaient MM. Guestier, directeur de France, Barbet, maire de Rouen, Boursy, directeur-général des contributions indirectes, Joseph Périer et Rondeaux.

A sept heures et quelques minutes, au moment où, après avoir passé le pont placé en avant de la station de Bonnières, le train débouchait à grande vitesse, car il ne demeurait pas s'arrêter, le mécanicien placé sur la locomotive aperçut que le cantonnier lui faisait le signal d'arrêt; il serra aussitôt les freins et ferma le régulateur, mais tous ses efforts furent impuissants pour arrêter l'élan imprimé au train par la machine... Elle vint se heurter contre une diligence faisant le service de Falaise, laquelle contenait vingt-deux voyageurs, et traversa en ce moment la voie pour se placer de façon à s'adjoindre au premier convoi montant de Rouen à Paris qui devait se croiser à la station de Bonnières avec le train spécial de la Commission de la Chambre des députés.

Le choc produisit une commotion terrible; la diligence fut lancée en travers de la voie. Un voyageur placé dans le coupé fut tué sur le coup; deux autres, le mari et la femme, reçurent des blessures tellement graves, qu'ils ne tardèrent pas à expirer, malgré la promptitude des secours qui leur furent donnés.

Sur les dix-neuf autres, quinze sont blessés plus ou moins dangereusement, et quatre seulement n'ont reçu que des contusions légères.

Un des malheureux voyageurs de la diligence de Falaise, qui, voyant arriver le train de Paris à toute vitesse, avait pu se jeter hors de la voiture, est tombé sur les rails, et a eu les deux jambes coupées par le convoi qui montait de Rouen.

Quant au convoi spécial, cause fortuite de ce douloureux événement, les voyageurs qui le composaient n'ont ressenti qu'une forte secousse, qui a fait se heurter les uns contre les autres ceux d'entre eux qui se trouvaient rapprochés dans les compartiments de la diligence. Aussi, bien que la locomotive a pu arrêter, un peu au-delà de Bonnières, tous sont descendus, et se sont empressés de donner des soins aux malheureux blessés, jusqu'à ce que des médecins, appelés de Bonnières et de Mantès, fussent arrivés sur le théâtre du sinistre.

À la suite de cet événement, les membres de la Commission de la Chambre, qui n'eussent plus été en mesure d'arriver à Rouen pour s'embarquer pour le Havre, n'ont pas jugé convenable de poursuivre leur voyage, et le convoi de Rouen les a ramenés à Paris.

À la première nouvelle de l'événement, M. le procureur du Roi de Mantès s'est rendu sur les lieux pour procéder à une enquête.

— L'administration du chemin de fer a communiqué aux journaux du soir la note suivante, qui diffère en plusieurs points des renseignements que nous avons recueillis. Suivant cette note une seule personne aurait succombé.

Un train spécial, destiné à conduire à Rouen la Commission de la Chambre des députés chargée de l'examen du projet de loi des fortifications du Havre, est parti de Paris, à six heures un quart, afin d'arriver à Rouen à neuf heures un quart, avant le départ du bateau à vapeur du Havre.

Toute la ligne avait été prévenue dès la veille : ce train ne devait pas s'arrêter à Bonnières; à la sortie du pont qui précède la station, le signal d'arrêt fut aperçu. Immédiatement le mécanicien ferma le régulateur, serra les freins; mais, malgré tous ses efforts pour arrêter le train, la locomotive, dont la vitesse expirait, rencontra une diligence qui était placée sur la même voie, et qui, d'après les ordres de service, n'aurait pas dû s'y trouver. Les tampons de la locomotive touchèrent ceux du truck sur lequel était chargée la diligence; la diligence fut jetée sur la voie. Le train spécial s'arrêta immédiatement. La secousse avait été à peine sentie dans le train.

Il y avait vingt-deux voyageurs dans la voiture : un voyageur a été tué, trois ont été grièvement blessés; le reste, à l'exception de quatre qui n'ont pas été atteints, a reçu de légères contusions.

Des secours ont été immédiatement donnés sur les lieux; et des médecins ont été appelés de Mantès. Le médecin de la compagnie, accompagné du docteur Blandin, est parti de Paris pour porter de nouveaux secours.

Voici le procès-verbal qui a été rédigé sur le théâtre de l'événement :

PROCÈS-VERBAL.

Train spécial parti de Paris à 6 heures 15 minutes du matin.

Toute la ligne était prévenue, dès la veille, par un ordre de service imprimé, distribué partout. Le train ne devait pas s'arrêter à Bonnières; à la sortie de la petite voie qui précède la station, le signal rouge fut aperçu, le régulateur fut fermé, les freins serrés; le train arriva à la station avec une vitesse expirante.

Le train de Rouen, parti de Rouen à six heures, était en vue, et on allait atteler à ce train une diligence qui se trouvait sur la voie descendante à l'entrée des aiguilles qui devaient lui donner passage à la queue du train de Rouen sur la voie montante.

La vitesse expirait; les tampons de la machine touchèrent ceux du truck sur lequel était chargée la diligence, un mouvement de bascule eut lieu, et la diligence fut jetée hors du truck. Le train s'arrêta immédiatement. La secousse avait été à peine sentie dans le train.

Il paraît que plusieurs des blessés ont été par le train de Rouen, au moment où, se précipitant de l'autre côté de la voie, ils ont été rencontrés par ce train.

Le chef de l'exploitation,

Signé G. DE LAPEYRIÈRE.

Je reconnais l'exactitude de la relation ci-dessus de l'affreux accident dont j'ai été le témoin, comme faisant partie dudit convoi spécial.

A Bonnières, le samedi 21 mars 1846, neuf heures et demie du matin.

Signé C. DUMAS,

Membre de la Chambre des députés.

Je reconnais, comme M. Dumas, l'exactitude de la relation ci-dessus, que trouvant, ainsi que lui, dans le convoi spécial.

A Bonnières, le 21 mars 1846, neuf heures et demie.

Signé A. BOURSY,

Conseiller d'Etat, directeur-général des contributions indirectes.

Les voyageurs qui ont signé ci-dessus reconnaissent l'exactitude des faits relatés par M. de Lapeyrière; faits dont ils ont été témoins lorsqu'ils étaient dans le train spécial, et après leur descente de ce train.

Bonnières, le 21 mars 1846.

Signé : Allard, membre de la Chambre des députés; le général comte d'Houdetot, député; le colonel de Chabaud-Latour, député; P.-F. Guestier, pair de France; général Paixhans, député; L. de Lassalle, député; A. de Loynes, député; Ardant, député; J. Rondeaux, député.

Nota. MM. Barbet et Joseph Périer, députés, et M. Cor, néogouverneur au Havre, qui étaient également dans le train spécial, n'ont pu signer, étant partis pour Rouen immédiatement après l'événement.